

8 janvier 2014 - Sud Ouest

Parmi la vingtaine de liaisons concernées, deux se trouvent en Aquitaine



I.© PHOTO ARCHIVES JEAN CHRISTOPHE SOUNALET

Seon la Fédération nationale des associations des usagers des transports, une vingtaine de lignes régionales seraient menacées de fermeture dont deux en Aquitaine

Près de **5000 km** de lignes ferroviaires régionales seraient **menacées de fermeture** : c'est ce qu'affirme ce lundi, la

FNAUT

, la fédération nationale des associations des usagers des transports.

Si le Sud-Ouest s'en sort bien, dans la mesure où en Aquitaine seules deux lignes seraient concernées - **Agen-Siorac en Périgord et Périgueux-Le Buisson** -, au total, une vingtaine de liaisons seraient concernées au niveau national dont Limoges-Brive par Saint-Yrieix ou Carcassonne-Limoux-Quillan.

Une perspective que déplore **Jean Sirvardière**, le président de la FNAUT. "Nous ne disons pas que ces lignes vont disparaître, nuance-t-il, mais nous disons que

ces lignes sont très fragiles

et que si rien ne change aussi bien au niveau de l'État, des Régions, de la SNCF et de Réseau ferré de France,

elles vont vraisemblablement finir par disparaître

dans les dix ans qui viennent."

Toutefois, si ces lignes relèvent des Régions, Jean Sirvardière pointe d'abord du doigt la SNCF et l'État : "**La SNCF exploite ces lignes de manière tout à fait insatisfaisante** de manière générale. Les horaires comme les correspondances avec les grandes lignes sont mal organisées, il n'y a pas d'informations, ni de promotions commerciales sur ces petites lignes. La deuxième responsabilité,

c'est l'État

qui ne donne pas à RFF les moyens financiers souhaitables. RFF est ainsi obligé d'abandonner certaines lignes. Les infrastructures continuent à se dégrader, ce qui entraîne aussi une dégradation des conditions de sécurité. Résultat, les trains doivent ralentir, ce qui aboutit à une dégradation des performances. Pour nous, c'est une manière de

provoquer la désaffection de la clientèle

."

Pourtant, la baisse de fréquentation de certaines lignes reflète aussi **la faible attractivité de ces territoires**.

"C'est un argument qui vaut pour certaines lignes, admet Jean Sirvardière, qui se défend d'être un nostalgique du rail. En Allemagne, vous avez des zones peu peuplées mais où le train joue un rôle essentiel. Je n'ai pas un attachement technique ou sentimental au train, ce qui nous importe, c'est la qualité du service."

Parallèlement à ces inquiétudes, 2014 débute aussi par une autre mauvaise nouvelle pour la FNAUT : la hausse des tarifs des transports publics de près **de 3 %**. Laquelle est liée à l'augmentation du taux de TVA. "Le taux de TVA est passé de

7 à 10 %

alors qu'il était déjà passé de 5,5 à 7 sous le gouvernement précédent. C'est une mesure incompréhensible. J'ai entendu le chef de l'État dire le 31 décembre que la transition énergétique allait être une des ses priorités, mais on n'en prend pas le chemin. Pour ça, il faut favoriser les transports collectifs.

C'est totalement contradictoire.

"